

DISCOURS D'ACCUEIL D'ÉRIC ROUSSEL

par

Jean-Claude CASANOVA

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier ministre,
Madame et Messieurs les Ambassadeurs,
Monsieur le Chancelier,
Messieurs les Secrétaires Perpétuels,
Mes chères Consœurs et chers Confrères,
Mesdames et Messieurs,

Cher Éric Roussel,

Vous avez bien voulu me choisir pour vous accueillir dans notre Académie au nom de notre très ancienne amitié. Vous m'honorez, je vous en remercie.

Puis-je me permettre aussi de vous dire mon embarras. Je sais que l'on en sort en respectant les usages. Mais, quand j'ai eu l'honneur de rejoindre l'Académie cette forme d'accueil n'existait pas, il me faut donc improviser.

Dans les *Lettres anglaises*, Voltaire avait remarqué que les Académies en France avaient des usages différents : certaines aimaient les éloges, d'autres préféraient la réserve. L'éloge n'était guère le genre, dit Voltaire, de l'Académie des sciences ou de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Les moins anciennes de nos académies étaient les plus austères.

Voltaire avait trouvé un Anglais qui lui aurait dit : « *Monsieur, tout ce que j'entrevois dans ces beaux discours, c'est que le récipiendaire, ayant assuré que son prédécesseur était un grand homme, que le cardinal de Richelieu était un très grand homme, le chancelier Séguier un assez grand homme, Louis XIV un plus que grand homme, le directeur lui répond la même chose, et ajoute que le récipiendaire pourrait bien être aussi une espèce de grand homme, et que, pour lui, directeur, il n'en quitte pas sa part.* »

Notre Académie est plus jeune encore que celles que je viens d'évoquer. Elle a été fondée principalement par des Jansénistes, par des Réformés (il suffit de lire les mémoires de Guizot) et par des disciples des Lumières. Pour eux, la charité, pour rester sincère, ne gagnait pas à être rendue publique, et les éloges réciproques entre vivants pouvaient trop ressembler à des compliments, pire à des complaisances. Ils s'en remettaient aux actes, aux œuvres, et à la postérité. Autant dire que je

ne prononcerai pas votre éloge.

Dans un avenir très lointain, le Président de l'Académie, un triste lundi, le fera brièvement. Puis, un an après, votre successeur, comme vous allez le faire dans un instant, lira, on souligne la sévérité de l'intitulé : « *La notice sur la vie et les travaux d'Éric Roussel* ».

M'appuyant sur cette tradition, je vais vous accueillir en parlant de vos livres, en disant à quelles réflexions ils conduisent, et comme vos livres parlent de politique, je parlerai de politique. Vous avez choisi, parmi les symboles gravés sur la garde de votre épée, le signe qui incarne la vérité. En politique, la vérité consiste à chasser les illusions, et à confronter les intentions aux résultats. On y parvient avec vos ouvrages.

Vous venez du journalisme et vous êtes resté journaliste, c'est la puissante école des historiens du présent, dure école où il faut à tout instant juger des événements sans en connaître la suite. Ce métier sur l'histoire qui se fait, vous a conduit à devenir historien pleinement, historien de notre temps, et comme historien, vous avez choisi comme genre la biographie des grands hommes.

La biographie est votre méthode. Certains croyaient avoir tué ce genre. Dans ma jeunesse étudiante on enseignait qu'en histoire l'évolution des prix relatifs importait plus que les grands hommes. Mais, j'aurai vu, avec amusement, l'École des Annales, dédiée à la fresque économique-sociale, s'achever avec Jacques Le Goff écrivant une biographie de Saint-Louis et mon ami François Furet préparant celle de Napoléon.

L'avantage de la biographie, comme l'avait remarqué Michelet, c'est « *qu'elle prépare le travail du moraliste ; elle tire, de la foule des hommes, les plus utiles à étudier* », et elle permet ainsi d'accéder à la réalité la plus profonde.

De vos principaux livres émergent sept grandes figures. Joli chiffre : quatre et trois. Quatre destins accomplis, qui forment comme deux couples se répondant sur une question essentielle : Jean Monnet et Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand. Trois destins inachevés : Pierre Brossolette, Pierre Mendès France et Georges Pompidou.

On sait qui est Pierre Brossolette. Une des plus pures et des plus héroïques figures de la résistance. Que retenir ? Son extrême courage, bien sûr. Mais aussi sa lucidité politique, vertu aussi rare que le courage. Si De Gaulle l'avait écouté en 1943, il ne serait pas tombé dans le piège dans lequel il s'est lui-même enfermé en confiant le pouvoir aux parlementaires, aux partis, et parmi les partis, aux communistes. Le fils de Pierre Brossolette l'a écrit : « *Mon père juge préférable en 1943 de ne pas construire une autorité nationale en France qui ferait double emploi avec Londres. Le risque serait grand.* » Le risque fut pris, De Gaulle fut lié, le « Programme du Conseil national de la Résistance » ne vaut pas mieux que « Le Programme commun de gouvernement de 1981 », et obtint les mêmes effets : l'inflation, les nationalisations et les constantes dévaluations ; et surtout De Gaulle ne parvint pas à obtenir en 1946 la Constitution qu'il souhaitait.

Vous avez dirigé l'Institut portant le nom de Pierre Mendès France ; vous avez organisé ses archives et vous lui avait consacré un livre. C'était un des hommes les plus aptes à gouverner et il a

très peu gouverné. Les élections de 1956 auraient dû le ramener au pouvoir, l'intrigue l'en a écarté. Comme Léon Blum, ce grand juif qui a tant donné à la France, il a été insulté et comme Léon Blum il est resté un patriote irréprochable. Si son image persiste, c'est parce que son souvenir inspire le regret et l'admiration. Le regret qu'il n'ait pu déployer ses talents au sommet de l'État. L'admiration naît de son intégrité. Il est entier, rien ne l'entame. Radical, il défend la rigueur financière de Poincaré et n'en démordra pas. Il refuse l'armistice, il est incarcéré, condamné, il reprendra le combat et servira comme officier, et ensuite fera annuler le jugement inique qui l'avait condamné. Ministre il préfère démissionner que de renoncer à son programme rigoureux. Défenseur du régime parlementaire il n'acceptera jamais la monarchie présidentielle. Dans l'admiration qu'on lui porte, il y a comme la compensation d'un reproche que chacun s'adresse secrètement : nous tolérons trop la démagogie.

Georges Pompidou, lui aussi, connaît un destin inachevé : il est d'abord le collaborateur indispensable, à Matignon, du Général de Gaulle dernier président du Conseil de la IV^{ème}, mettant au point la nouvelle Constitution et lançant la grande réforme monétaire de 1958 ; puis il devient le deuxième Premier ministre de la V^{ème}, l'affaire algérienne réglée, et il met sa marque dans les grandes réformes de la V^{ème} République. On a mesuré dans ses très remarquables écrits (à l'édition desquels Éric Roussel a collaboré) l'acuité et la profondeur de son jugement. En 1968, dans la tourmente, il perçoit que l'on sortira de la crise par l'élection et que le référendum est une panacée illusoire. C'est lui qui gagne les élections législatives de 1968. Il devient le successeur en puissance. Ce qui crispe De Gaulle. Le référendum incertain échoue. De Gaulle s'éloigne, il lui succède. Et il rend à De Gaulle le plus grand hommage qu'on pouvait lui rendre : il maintient et renforce la V^{ème} République. J'irai presque à dire qu'il en est le cofondateur. Son principal concurrent n'aurait sans doute pas été capable de la maintenir en vie. Les ferments de l'impuissance parlementaire étaient encore vifs. La maladie a réduit son mandat. S'il l'avait terminé et s'il avait été réélu...n'épiloguons pas.

Ces trois destins furent inachevés. Constatons, avec Éric Roussel, que l'achèvement manque cruellement à chacun d'eux, mais que les trois manquèrent aussi à la France.

Venons-en à vos quatre grands livres à propos de quatre destins qui eux s'achevèrent glorieusement : Jean Monnet (né en 1888), Charles de Gaulle (né en 1890), François Mitterrand (né en 1916) et Valéry Giscard d'Estaing (né en 1926). Les deux premiers connurent la guerre de 14-18. Tous les quatre vécurent la Seconde Guerre mondiale. Différemment bien sûr. Tous sont illustres : trois sont présidents de la République et le quatrième a été dénommé le père de l'Europe, il fut certainement le plus grand de ses inspireurs.

Commençons par Jean Monnet. Un Français tout à fait singulier : sans diplôme ni décoration, sachant l'anglais et la géographie, un homme qui n'a jamais cherché à diviser, au contraire, qui a toujours cherché à rapprocher les Français entre eux, Giraud avec De Gaulle, les Allemands avec les Français, les Américains avec les Européens et tous les pays entre eux. Sa

perspicacité est souveraine, s'y ajoute la clarté d'esprit et l'art de persuader.

En 1915 il ne peut combattre, il obtient à 26 ans de représenter le ministre du commerce à Londres pour coordonner les armements.

Fin 1919 il devient secrétaire général adjoint de la Société des nations, jusqu'en 1923, il comprend alors que l'organisation internationale ne progressera que par la limitation croissante des souverainetés. En 1930, il joue un rôle essentiel dans la création de la Banque des règlements internationaux à Bâle. En 1938, pressentant la guerre, il se fait confier par Daladier une mission pour faire construire et acheter une quantité massive d'avions aux États-Unis. Mission difficile car le contentieux, lié au non-remboursement de nos emprunts, persiste entre Paris et Washington. Il faut donc persuader les Américains de sortir de la neutralité et de financer l'opération. En 1939 à Londres il coordonne au niveau le plus élevé les productions d'armements des deux pays qui viennent de déclarer la guerre à l'Allemagne. Le 16 juin 1940, il inspire à Churchill le projet d'union franco-anglaise, que De Gaulle transmet à Paul Reynaud et que le gouvernement repousse. Il rejoint Washington pour favoriser l'entrée en guerre des États-Unis.

Puis il rallie Giraud à Alger en 1942, prend sa mesure, et choisit De Gaulle (emmenant avec lui Joxe et Couve de Murville). De Gaulle lui confie en 1945 le commissariat du plan qu'il crée : il s'agit, grâce à l'aide américaine, de moderniser et de développer l'économie française.

Le 9 mai 1950, date décisive : il inspire la déclaration Schuman au quai d'Orsay ; puis toutes les étapes de la construction européenne jusqu'au Traité de Rome, jusqu'à sa dernière visite à Valéry Giscard d'Estaing, en qui il reconnaît son successeur dans l'œuvre à accomplir, pour le féliciter non seulement d'avoir enfin assuré l'élection du Parlement européen au suffrage universel, mais surtout d'avoir instauré le Conseil comme organe suprême de l'Union européenne, maintenant qu'elle entre progressivement dans sa phase de construction politique. Car il avait compris que la Commission ne peut jouer le premier rôle dans l'Union qui devient ainsi tricéphale. J'ai souvent cité une remarque profonde d'Alfred Sauvy : il n'y a en politique que deux idées, fondant deux idéaux : *la pureté* et *la relation*. D'une certaine façon, Rousseau serait le philosophe par excellence de la *pureté*, qui implique l'intégrité et la séparation. Montesquieu serait celui de la *relation* qui implique l'ouverture, l'échange, la communication. Si l'on cède trop à la *pureté*, on va au nationalisme, à la discorde. Mais si on cède trop à la *relation*, on va au cosmopolitisme et donc à la dilution, vers la tour de Babel. Monnet incline à la *relation*. De Gaulle incline à la *pureté*. L'idéal serait de combiner les deux, en même temps. Quel dialogue, dans l'au-delà, s'instaure entre ces deux grands hommes ?

De Gaulle, si on s'en tient à l'essentiel, survivra comme un héros, comme un fondateur et comme un grand Européen.

Le Héros du 18 juin. Il désapprouve l'armistice, il appelle à poursuivre la guerre et l'alliance avec l'Angleterre. Comme Churchill, il pense que Roosevelt et les États-Unis rejoindront le combat des Anglais et compenseront par leur puissance industrielle celle de l'Allemagne. Comme Churchill, il ne sait pas, à cette date, si Hitler et Staline respecteront le pacte qu'ils ont conclu et par lequel ils

se sont partagé la Pologne. En même temps qu'il veut poursuivre le combat, il entend réunir sous sa direction les Français désireux de se battre. À l'issue de la guerre (dont il pressent qu'elle sera victorieuse pour les Alliés), après avoir dirigé la France libre, il veut diriger la France entière pour la réformer et la guérir des maux qui conduisirent à la défaite.

Il échoue deux fois : en 1946 et en 1951. Il réussit à la troisième : il fonde nos institutions en 1958 et en 1962. Nous les connaissons, elles instaurent la primauté de l'exécutif sur le Parlement, le Président étant sacralisé par le suffrage universel, et le Parlement réduit à la législation, au contrôle et à l'approbation (sauf cas de cohabitation, que les rédacteurs n'avaient pas vu venir). Votre livre explique ce double geste du héros et du fondateur et Machiavel l'a écrit : « *les hommes qui, par les lois et les institutions, ont formé les républiques et les royaumes, sont placés le plus haut, sont le plus loués après les dieux* ».

Le dessein de De Gaulle ne se limite pas à la « seule France ». Le 22 juin 1951, il avait affirmé « *Nous sommes pour la fédération européenne* ». Le 25 février 1953, il ajoute : « *En marchant vers l'unité de l'Europe, on marche dans le sens de l'histoire* ». Huit ans après, le 17 juillet 1961, il persiste : « *L'Europe doit constituer une entité politique distincte des autres et avoir sa personnalité au point de vue de la défense qui est toujours la base de la politique* ». Et dans son dernier livre, dans ses *Mémoires d'Espoir* inachevées, rédigées en 1970, il circonscrit et définit ainsi l'Europe : « *J'ai de tout temps ressenti ce qu'ont en commun les nations qui peuplent l'Europe. Toutes étant de la même race blanche, de même origine chrétienne, de même manière de vivre, liées entre elles depuis toujours par d'innombrables relations de pensée, d'art, de science, de politique, de commerce, il est conforme à leur nature qu'elles en viennent à former un tout, ayant au milieu du monde son caractère et son organisation* ». Dans cette Europe, je ne vois pas la Turquie.

Bien sûr il est européen à sa façon : méfiante à l'égard des institutions communautaires, sourcilleuse en ce qui concerne les rapports avec les États-Unis. Mais l'intention historique reste claire, et d'une certaine façon la suprématie aujourd'hui du Conseil, au sein des institutions européennes, revient au plan Fouchet que De Gaulle avait proposé en 1962 et qui fut rejeté par les Pays-Bas.

De Gaulle pas plus que Monnet ne connaît le point final, l'aboutissement de ce mouvement d'unification. Parce qu'il est incertain et difficile à atteindre, compte tenu de la nature et de l'histoire des vieilles nations qui composent l'Europe. Si nous allons vers une fédération d'États-nations, nous ne savons pas comment y parvenir, par quelles voies et sans heurts. Le chemin sera lent, semé d'embûches et de réactions. Ni les cantons helvètes d'avant la Confédération, ni les États qui s'unirent en Amérique à la fin du XVIII^{ème} siècle, n'étaient des nations au sens européen et moderne du terme. Peut-être pour cette raison purent-ils se fédérer. Les peuples slaves des Balkans, trop hétérogènes, échouèrent à former la fédération que leur proposèrent - si j'ose dire - tour à tour le Roi des Serbes puis le Croate Tito. Aucune expérience ne nous guide.

Venons-en pour finir à Valéry Giscard d'Estaing et à François Mitterrand. Ils sont, l'un et

l'autre, trop proches pour prendre le recul nécessaire, et pour ma part je ne peux encore évoquer Giscard sans que le chagrin m'étreigne. Cher Éric Roussel, vous avez publié votre dernier livre sur lui, de son vivant et ce fut, je crois, une grande joie pour lui et pour ses amis.

Disons simplement, que l'un et l'autre furent à leur façon des disciples de Jean Monnet, en ce sens qu'ils firent progresser la construction européenne. Mitterrand d'ailleurs fit entrer Jean Monnet au Panthéon.

L'un et l'autre, permettez-moi de l'avancer, furent aussi des disciples du Général de Gaulle en ce sens qu'ils respectèrent scrupuleusement les institutions de la V^{ème} République. François Mitterrand les perfectionna même avec cette « dyarchie » que l'on appelle cohabitation, forme de pouvoir qui n'aurait pas plu à De Gaulle mais qui est bien inscrite dans le texte ambigu de la Constitution.

Bien sûr, ils furent aussi des adversaires qui s'affrontèrent deux fois. Puis-je esquisser la principale différence entre eux : Giscard naît et meurt libéral, il veut une monnaie stable et des finances publiques équilibrées. Mitterrand, lui aussi, ne varie pas, mais sa continuité n'est pas dans ses idées sur l'organisation de la société et de l'économie, elle consiste à adopter à chaque période les opinions nécessaires pour vaincre ou pour survivre politiquement. D'abord « volontaire national », donc proche du parti du colonel de la Rocque, puis centre droit, puis vichyste, puis résistant, UDSR avec René Pleven, apparenté à droite en 1951 grâce à Roger Duchet, Front républicain en 1956, enfin socialiste, vingt-quatre heures avant de devenir Secrétaire général du Parti. Si je devais tenter un parallèle, c'est à Alcibiade que je pense « *bien né, bien doué, se laissant aller à la démagogie* ». Comment, de son point de vue, agir autrement pour exister politiquement à partir de 1958 ? Comment être élu en 1981, avec les voix communistes, sans promettre au moins une partie de ce que les communistes réclament ? Il fallait bien tourner la difficulté que crée le scrutin majoritaire dans un pays qui cultive les extrêmes depuis 1792. Ainsi fut fait. Deux ans de programme commun, trois dévaluations. Puis retour au centre en 1983.

Du point de vue de Sirius, le dialogue posthume entre François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing nous aide, je crois, à poser un problème important sur la nature de la V^{ème} République et sur son avenir.

Qu'est-ce qui définit notre régime ? Nous l'avons dit : la primauté de l'exécutif. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que De Gaulle, et avant lui un important courant révisionniste en matière constitutionnelle (Broglie, Clémenceau, Millerand, Tardieu), avait jugé que tout le mal de la République tenait à la primauté du Parlement sur l'exécutif dont résultaient l'instabilité et l'impuissance. De là naissait l'absence de rigueur budgétaire, l'inflation, l'endettement, les dévaluations.

De Gaulle l'avait clairement affirmé en décembre 1958 : le plan Rueff qu'il avait adopté créant une monnaie forte, instaurant la « rigueur », exigeait un pouvoir exécutif ferme et continu. La « facilité » monétaire et financière naît de la démagogie, qui n'est rien d'autre que l'art de faire des promesses que l'on ne peut pas tenir. Avec la Constitution de 1958-1962, il s'agissait de donner

au pouvoir exécutif, au Président donc, le moyen d'échapper à la démagogie qui avait rongé la III^{ème} et IV^{ème} Républiques, le centre de cette démagogie étant au Parlement. Je crois que de son tombeau la question que De Gaulle nous pose et qu'illustre la confrontation Giscard-Mitterrand est la suivante. « Êtes- vous sûr que la démagogie ne gagnera pas le pouvoir présidentiel, puisque celui-ci est renouvelé par l'élection ? ». Et que l'élection est le champ de manœuvre de la démagogie.

Pour répondre il faut se demander si la V^{ème} République, abritée de la démagogie, a bien duré après 1981 ? En matière économique, la « rigueur présidentielle » l'a-t-elle toujours emporté sur la « facilité présidentielle » ? Demandons-nous donc, c'est une question, pas une affirmation, si la démagogie n'a pas simplement changé de Palais ? Du Palais Bourbon au Palais de l'Élysée. Pour avant 1981, on peut répondre non à cette question. Mais après 1981 ?

Question difficile. Si l'on répond oui, si l'on mesure la montée inexorable de l'endettement, la fragilité de la France par rapport à l'Allemagne au sein de la zone euro et que l'on conclut que le régime présidentiel ne garantit pas la stabilité monétaire et financière, alors l'intention du fondateur de la V^{ème} République est trahie. Du fait de l'élection du Président au suffrage universel, le pouvoir exécutif renforcé pourrait être aussi faible, aussi laxiste que l'a été le pouvoir parlementaire d'autrefois.

Question redoutable car la réponse ne laisse que deux issues. De deux choses l'une, en effet : soit cette facilité tient à la nature politique des Français, elle-même fruit de multiples causes. Soit elle tient à la nature de la démocratie, que la démagogie, fruit de l'élection, corrompra inexorablement. La perte de la confiance dans les gouvernements que l'on observe dans toutes les démocraties occidentales favoriserait cette interprétation. Le peuple des électeurs discerne désormais le mensonge démagogique, c'est-à-dire les promesses que l'on ne peut pas tenir, dans les « opinions » qu'expriment les candidats. La démocratie qui par nature doit reposer sur la confiance, reposerait désormais sur la méfiance ?

J'en ai fini. La lecture de vos livres mène donc à ces deux questions. Une question nouvelle. Comment constituer une fédération à partir de nations au long passé historique ? La seconde question est classique. Comment la démocratie peut-elle éviter de se corrompre par la démagogie ? Deux questions vitales pour l'Europe démocratique.

Cher Éric Roussel, vous ne résolvez pas les problèmes qu'elles posent, moi non plus. Mais vous entrez dans une société savante qui ne manquera pas de mieux les poser et peut-être de les résoudre, d'autant qu'elle bénéficiera désormais de votre savoir. C'est vous dire avec quelle joie nous vous accueillons et vous remercions de vous joindre à nous.

